

Arrêté DAJIM n°38/2024

LE PRESIDENT D'UNIVERSITE COTE D'AZUR

VU le Code de l'Éducation,

VU le Code de la Recherche,

VU le Décret n°2006-781 en date du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU le Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

VU le Décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 modifié portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts,

VU l'élection de M. Jeanick BRISSWALTER, en qualité de Président d'Université Côte d'Azur lors du Conseil d'administration du 9 janvier 2024,

ARRETE

ARTICLE 1 : Actes de gestion

Délégation de signature est donnée à Mme Swanie POTOT, Directrice de l'Unité de Recherche Migrations et Société (URMIS) et en cas d'empêchement à Mme Marie LESCLINGAND, Directrice Adjointe, à l'effet de signer au nom du Président d'Université Côte d'Azur et dans la limite de leurs attributions :

- les autorisations non permanentes d'absence et d'utilisation des véhicules personnels ou de service des agents d'UniCA en activité dans leur unité, sauf pour eux-mêmes,
- les ordres de mission non permanents des agents d'UniCA affectés à URMIS, sans frais pour Université Côte d'Azur,
- les conventions de stage des étudiants d'URMIS bénéficiant de fond provenant du financement ANR IDEX UCA^{JEDI}.

ARTICLE 2 : Affaires financières

Délégation de signature est donnée à Mme Swanie POTOT Directrice de l'Unité de Recherche Migrations et Société (URMIS) et en cas d'empêchement à Mme Marie LESCLINGAND, Directrice Adjointe, à l'effet de signer au nom du Président d'Université Côte d'Azur, lorsque la prise en charge financière est imputée sur le service opérationnel 453N920R10 les actes suivants :

- les opérations d'engagements des dépenses (bons de commande) et de certification du service fait,
- les ordres de mission non permanents des agents d'UniCA affectés à URMIS dont les frais sont imputés sur le budget de l' URMIS, sauf pour eux-mêmes,
- les états liquidatifs des ordres de missions dont les frais sont imputés sur le budget de l'URMIS,
- les contrats de maintenance d'une durée maximale d'un an et d'un montant maximum de 1 500 € HT.

ARTICLE 3 : Subdélégation

Toute subdélégation de signature est prohibée.

ARTICLE 4 : Mention obligatoire

Tout document signé en application du présent arrêté doit comporter sous la signature de son auteur, la mention en caractères lisibles de son prénom, de son nom et de sa qualité, ainsi que « pour le Président et par délégation ».

ARTICLE 5 : Durée

Le présent arrêté abroge l'arrêté n°135/2022 du 21 octobre 2022.

Il entre en vigueur à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Publicité

Le présent arrêté est soumis à publicité. Il sera publié sur le portail internet d'Université Côte d'Azur et consultable de manière permanente au sein de la Direction des Affaires Juridiques, Institutionnelles et de la Modernisation d'Université Côte d'Azur.

ARTICLE 7 : Exécution

Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable d'Université Côte d'Azur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nice, le 10 janvier 2024

Le Président d'Université Côte d'Azur,

Jeanick BRISSWALTER



Copies :

M. le Recteur de Région académique, Chancelier des Universités

M. le DGS

M. le DGSA Coordination des sites

M. l'Agent Comptable

Mme la Directrice des Affaires financières

Intéressés.es